

L'Europe et le spectre des nationalismes

Pierre Hassner*

« UN spectre hante l'Europe, le spectre du nationalisme. » Il y a plus d'un quart de siècle, l'auteur de ces lignes commençait ainsi un article sur le thème « Nationalisme et relations internationales¹ ». J'y décrivais la deuxième vague de ce que j'appelais « la surprise nationaliste ». Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État-nation semblait triplement condamné par les espoirs d'organisation internationale puis par la division bipolaire du monde, enfin, par les efforts d'intégration régionale. Assez vite, la décolonisation devait, au contraire, manifester l'émergence dans le tiers monde d'un nouveau nationalisme et la multiplication des États nationaux. Les années soixante, avec les défis gaulliste et roumain, succédant au défi chinois, montraient que les deux alliances et le continent européen n'étaient pas à l'abri de cette renaissance du fait national. Et pourtant la triple logique de l'équilibre militaire, de la confrontation politico-idéologique et de l'interdépendance économique a semblé l'emporter une fois de plus, du moins en ce lieu privilégié de la bipolarité et de l'intégration qu'était le continent européen. Le coup de tonnerre de 1989-1990, en faisant voler en éclats à la fois la guerre froide, la division de l'Allemagne et l'empire soviétique, annonce-t-il la troisième vague de la revanche des nationalismes, et cette troisième fois sera-t-elle la bonne – c'est-à-dire, peut-être, la mauvaise, dans la

* Version remaniée le 30 juin 1991 d'un rapport présenté le 17 novembre 1990 au colloque de l'*Istituto affari internazionali* (Rome) sur « L'Europe 2000 ». Une version antérieure est parue en anglais dans *The International Spectator* (Rome), XXVI-1, janvier-mars 1991, sous le titre "Culture and Society".

1. « Nationalisme et relations internationales », *Revue française de science politique*, juin 1965, p. 499.

mesure où elle nous ramènerait aux folies et aux crimes du totalitarisme et de la guerre ?

Commençons par remarquer que le renouveau du nationalisme en Europe de l'Est est moins la cause de la situation actuelle que sa conséquence. Ce qui a causé l'effondrement de la domination soviétique et par là, celui de la division de l'Europe et de l'Allemagne, ce n'est pas la réaffirmation des identités nationales, prophétisée par De Gaulle et pratiquée par la Roumanie. Ce n'est pas non plus un nationalisme irrédentiste ouest-allemand, infatigablement attaché à démolir le mur. Le facteur décisif est à trouver dans l'échec économique et spirituel du système communiste et dans le succès du système occidental. L'effondrement a surpris les dirigeants occidentaux autant que Gorbatchev, il a dérangé les Allemands de l'Ouest dans leur confort et leur souci de stabilité autant qu'il les a réjouis. Une fois survenu cependant, il ne pouvait pas ne pas entraîner la dissolution, ou du moins le relâchement de liens supranationaux qui tenaient en lisière ou dissimulaient de vieilles passions nationalistes. A quoi sont venues s'ajouter de nouvelles tentations et de nouvelles craintes.

C'est ainsi que le nationalisme est devenu la principale source d'inquiétude quant à l'avenir de l'Europe. Mais si les comparaisons, fort répandues, avec les Balkans d'avant 1914 ou avec l'Europe des années trente ne sont pas entièrement privées de fondement, elles courent un risque grave : celui de négliger les différences historiques et régionales. Un surcroît de conscience nationale ou d'attachement aux intérêts nationaux ne signifie pas nécessairement un retour au nationalisme belliqueux et raciste des nazis ou de la Garde de fer roumaine. D'autre part, une poussée de la xénophobie liée à l'immigration et aux difficultés de la coexistence entre communautés religieuses et culturelles ne doit pas nécessairement être identifiée au nationalisme, encore qu'elle puisse constituer une menace au moins aussi grave pour l'esprit de tolérance et d'universalité.

Enfin, le trait le plus général pourrait bien être une anxiété générale portant sur l'identité. On la trouve chez les individus et dans les minorités ethniques aussi bien que chez les moyennes et grandes puissances. A tous ces niveaux, on rencontre une incertitude sur leur rôle respectif face, à la fois à l'interdépendance économique et technique et à la fin du monde bipolaire. Mais si, à ce niveau de généralité, les questions sont communes, les réactions et les réponses sont remarquablement diverses.

L'Europe de l'Est : nationalisme à l'ancienne ?

Ce qu'on peut dire de plus général sur la région tient dans une formule qui est désormais banale : les vieux conflits nationaux, ethniques ou religieux qui ont beaucoup perdu de leur intensité en Europe occidentale sont toujours bien vivants en Europe de l'Est. Il y a également un assez large accord sur les trois causes possibles de cette situation. Premièrement, ces pays sont à un stade moins avancé de leur développement historique. Deuxièmement, ils ont été coupés du grand mouvement d'interdépendance économique, sociale et culturelle qui a entraîné l'Occident capitaliste. Troisièmement, le régime communiste a exacerbé les tensions nationales soit en les ignorant, soit en les exploitant.

Cependant, à l'intérieur de ce contexte général, il importe de distinguer trois cas de figure assez différents, encore qu'inévitablement liés : la crise des États multinationaux, comme l'Union soviétique et la Yougoslavie ; les rivalités ou les hostilités qui opposent des États-nations indépendants ; enfin les tensions sub et transnationales qui affectent les relations entre communautés et qui vont de la xénophobie au racisme, du traitement des minorités à celui des immigrants.

Le premier cas est le plus sérieux à la fois dans sa signification historique et par ses conséquences immédiates pour la paix de l'Europe et pour sa configuration future. C'est ici que le poids de l'histoire semble le plus décisif. L'empire russe succombe finalement au même sort que ses rivaux autrichien et ottoman et que les empires coloniaux de l'Occident. D'autre part, on a souvent remarqué que la victoire du principe des nationalités en 1918-1919 n'était pas complète : la dissolution de l'Empire austro-hongrois a donné naissance à une série d'Autriche-Hongrie, presque aussi diversifiées et minées par les problèmes de minorités que la double monarchie elle-même. Dans un cas au moins, l'État successeur pourrait connaître un sort aussi peu enviable que l'empire d'origine. Il s'agit, bien sûr, de la Yougoslavie. Et ce qui frappe, particulièrement au point de vue des tensions nationales, ce sont les ressemblances de celle-ci avec l'Union soviétique.

Dans les deux cas, le contenu et le style des mouvements indépendantistes varient considérablement avec les facteurs géographique et historique, économique et religieux. La Slovénie et les États baltes suivant la même évolution que l'Europe du Centre-Est vers le pluralisme démocratique, elles se considèrent comme faisant partie de l'Europe et essaient de ressusciter leurs liens respectifs avec la Scandinavie et l'Europe centrale et de se détacher de leurs voisins orthodoxes plus pauvres, moins développés et (du moins à en croire leurs voisins), moins démocratiques mais plus puissants et plus nom-

breux : les peuples hégémoniques de Russie et de Serbie. La Croatie et l'Ukraine représentent un autre cas, sans doute le plus crucial. Leur taille et leur importance économique respectives les rendent strictement indispensables à la survie de la Yougoslavie et de la Russie. C'est pourquoi elles sont à la fois l'adversaire le plus dangereux et le partenaire le plus convoité de la Serbie et de la Russie. Le conflit potentiel et la tentative désespérée du centre d'éviter la séparation sont renforcés par la présence de minorités serbes substantielles en Croatie et de minorités russes, importantes elles aussi, en Ukraine orientale. Cet enchevêtrement des nationalités est évidemment l'une des raisons les plus importantes pour lesquelles aucune solution satisfaisante pour tous ne peut être trouvée au conflit des nationalités dans aucune des deux fédérations.

On peut d'ailleurs soutenir que le problème du nationalisme en URSS comme en Yougoslavie est moins celui des forces centrifuges que celui des forces centripètes. En d'autres termes, il est moins dû aux nationalismes rebelles qui combattent pour leur indépendance (ou au moins pour sa transformation en confédération) qu'à la poussée du nationalisme conservateur ou réactionnaire des deux grandes républiques, la Russie et la Serbie. Certes, ni la Croatie (à la différence de la Slovénie) ni certaines républiques soviétiques en quête d'indépendance (comme la Géorgie) ne sont en reste de chauvinisme et d'autoritarisme ; mais elles réagissent plutôt tardivement à une situation imposée par le centre. La Russie et la Serbie ont été politiquement dominantes, encore qu'économiquement retardataires, et elles sont tentées de réagir violemment à tout effort de sécession, voire de décentralisation radicale, au nom de leur mission historique, de la grandeur de l'Union, ou de la protection de leurs frères, prisonniers des autres républiques. Pourtant, la route de la Serbie et celle de la Russie ne sont pas tracées d'avance, et elles semblent même, pour l'instant, conduire dans des directions divergentes. Les deux pays connaissent la tentation d'un nationalisme populiste à l'intérieur duquel les éléments néotraditionalistes ou religieux, les communistes conservateurs et une partie des forces armées seraient alliés. Dans les deux pays, il existe aussi des forces qui préfèrent le progrès vers la démocratie au combat pour le maintien de l'empire et qui pensent que leur nation ne peut renaître que si elle ne s'épuise pas économiquement, militairement et psychologiquement en s'efforçant de maintenir la suprématie. Mais les rapports de forces entre ces deux tendances semblent pour l'instant très différents dans les deux cas.

En Serbie, c'est la première qui prévaut. Si la popularité de M. Milosevic n'est plus ce qu'elle était, la partie la plus dynamique de l'opposition pratique plutôt une surenchère nationaliste et ne le cède en rien, pour l'intransigeance violente envers le Kosovo et la Croatie,

au leader communiste. En Russie, au contraire, l'élection de Boris Eltsine, son opposition à la répression exercée contre les républiques baltes, et surtout le fait que la Russie ait décidé de se considérer comme une république parmi les autres, de déclarer son autonomie et le primat de ses lois par rapport à celles de l'Union soviétique et de rétablir des rapports directs avec les autres républiques, est l'élément le plus positif de la situation soviétique. Il indique que, provisoirement du moins, les forces dominantes du nationalisme russe semblent choisir la voie démocratique et réformatrice plutôt que la tentative impériale et réactionnaire. Dès lors il s'ouvre une voie (indiquée par l'accord d'avril 1991 entre l'URSS et neuf républiques) qui peut conduire à une séparation limitée et à l'amiable plutôt qu'à la confrontation incessante du centre et de la périphérie qu'indiquent les escarmouches fréquentes entre les forces armées soviétiques, couvertes sinon inspirées par Gorbatchev, et les pays baltes ou l'Arménie. Certes, il est probable que la Russie et Boris Eltsine personnellement souhaitent conserver un rôle dirigeant dans une union renouvelée ; mais le fait qu'ils souhaitent y parvenir par un réseau d'accords bilatéraux négociés plutôt que par la coercition à partir du centre est encourageant.

Certes, encore, les inégalités de puissance et de richesses entre républiques, la diversité de leurs orientations intérieures et de leurs chances de trouver des partenaires de rechange à l'extérieur de l'URSS ne peuvent pas ne pas réaffirmer et ne pas accroître à la fois la nécessité et la difficulté de règles communes et d'un arbitrage central ou international. La haine, le ressentiment et la révolte sociale (y compris celle des enclaves minoritaires que contiennent toutes les républiques, à commencer par la Russie) peuvent à tout moment provoquer de nouvelles explosions, amenant l'échec du processus. Il reste que les forces réactionnaires dont Gorbatchev a été l'allié ou le prisonnier de l'automne 1990 au printemps 1991 ont également montré leur faiblesse. Il reste aussi que l'on sent chez les Russes comme chez les Baltes, et comme dans d'autres nations européennes, qui ont connu, dans le passé, violence et guerres civiles, la crainte d'y être entraînées de nouveau, un certain manque de conviction dans la répression comme dans la révolution, une certaine aptitude à la modération. Mais celle-ci ne peut l'emporter que si le mythe de l'unité soviétique est abandonné et si la nation russe accepte le dépérissement de son rôle impérial et lui donne un sens positif.

De même, l'escalade réciproque des nationalismes serbe et croate (sans parler de celui des autres républiques, en particulier la Slovaquie et le Kosovo) ne sera arrêtée que si la Serbie se reconnaît une identité qui ne présuppose pas une Yougoslavie unitaire ni, à plus forte raison, à direction serbe. Dans les deux cas, ce n'est que sur la base

de la séparation qu'une réassociation multipolaire et décentralisée conserve des chances².

Cela ne veut pas dire que celles-ci soient forcément très élevées. L'indépendance – ou le droit à la déclarer – est peut-être une condition nécessaire pour la coexistence pacifique des identités nationales une fois qu'elles sont devenues conscientes d'elles-mêmes. Mais ce n'est sûrement pas une condition suffisante. C'est bien ce que montre une seconde catégorie de nationalismes, celle d'États qui ont accédé à l'indépendance au XIX^e siècle, comme la Roumanie ou la Bulgarie, ou encore bien plus tôt, comme les trois nations historiques : Pologne, Hongrie et Bohême.

Nous l'avons dit plus haut : l'ignorance réciproque, la méfiance, la jalousie, voire l'hostilité pure et simple, sont bien plus dominantes parmi les nations de la région que parmi celles d'Europe occidentale (à l'exception, qui ne doit rien au hasard, de la Grèce et de la Turquie). En dépit des souffrances communes infligées par la domination soviétique (qui auraient fait prédire une unité dans l'hostilité à la Russie), les vieilles animosités semblent avoir survécu sous le voile (ou la chape de plomb) de l'internationalisme soviétique. De vieilles rivalités (par exemple entre Hongrois et Roumains), des problèmes de minorités toujours présents (ainsi que celui des Hongrois de Roumanie, de Yougoslavie ou de Slovaquie, ou des Turcs de Bulgarie), ou des problèmes de frontières non résolus (comme entre la Roumanie et la Bulgarie et, en un sens, l'Union soviétique, puisque l'annexion de la Bessarabie est dénoncée à la fois par Kishinev et par Bucarest)

2. Les événements de l'été (escalade de la violence en Yougoslavie qui va vers la guerre civile, coup d'État manqué et dissolution accélérée en Union soviétique) me paraissent plutôt confirmer les analyses ci-dessus, mais n'en amènent pas moins à les nuancer sur plusieurs points et à soulever des interrogations supplémentaires. En Yougoslavie, on reste saisi par le caractère implacable du projet de Milosevic, employant délibérément la force pour atteindre son objectif de « Grande Serbie », par la violence des haines entre Serbes et Croates après un demi-siècle de coexistence pacifique, par la remontée intacte ou transformée par le mythe des blessures de la Seconde Guerre mondiale. S'agit-il d'une deuxième Irlande où des peuples frères continueront pendant des décennies à se massacrer au nom de références pseudo religieuses et historiques, au sein d'une Europe pacifique et prospère ? Ou la violence sera-t-elle contagieuse ? Ou enfin l'individualisme et l'embourgeoisement modernes se feront-ils sentir, là aussi, comme semblerait l'indiquer le taux des désertions, y compris en Serbie, et certains aspects plutôt comiques que tragiques de la confrontation entre l'armée fédérale et la Slovénie ? Mêmes interrogations en Union soviétique. La manière invraisemblable dont s'est passée la tentative de putsch semble confirmer la volonté (inconsciente peut-être) de ne pas aller jusqu'au bout dans la violence. De même les affrontements entre le centre et les pays baltes se sont faits malgré tout à fleurets mouchetés. Mais qui peut garantir que les rapports entre Russes et Ukrainiens ne connaîtront pas le même dérapage qu'entre Serbes et Croates ? La distinction faite dans le texte entre les deux directions du nationalisme russe et les espoirs mis dans les accords bilatéraux entre républiques semblent confirmés. Mais si Eltsine a fait le bon choix dans l'opposition et l'a renouvelé par son accord sans réserves à l'indépendance des pays baltes, on n'en voit pas moins s'esquisser une attitude autoritaire envers les républiques non russes et une menace de révision des frontières en cas d'indépendance qui n'est pas sans rappeler Milosevic. Espérons que ce qui, chez ce dernier, est une stratégie impériale ne reculant pas devant la force, demeure, chez le premier, une tactique quelque peu brutale dans le cadre d'une négociation démocratique (31 août 1991).

sont évidemment l'explication principale. Mais il est frappant que même parmi les pays que ne séparent pas de tels problèmes (par exemple la Pologne et la Tchécoslovaquie), les sentiments populaires réciproques sont plutôt négatifs, en dépit des efforts de dirigeants internationalistes tels que Vaclav Havel.

Il y a trois explications générales à cette situation. La première, à la fois la plus profonde et la plus générale, concerne l'histoire et la culture des nations d'Europe centrale et orientale. Le politiste britannique John Plamenatz a développé l'idée classique d'un contraste entre le nationalisme occidental et oriental. Allant d'Ouest en Est, il fait une distinction entre les États (comme la France et l'Angleterre) où la croissance de l'identité nationale a été parallèle à celle de l'État ; ceux où la nation a précédé l'État mais où la conscience nationale est fondée sur une authentique communauté de langue et de culture ; enfin ceux (par exemple les États slaves et les pays du tiers monde) chez qui le nationalisme est avant tout une réaction faite à la fois d'attraction et de répulsion, d'envie et de rancune, à l'influence ou à la domination occidentales³.

Plus spécifiquement, le grand historien hongrois Istvan Bibo et son disciple Jenő Szucs ont insisté sur les traits spécifiques du développement politique et de la culture de l'Europe centrale qui ont conduit à un sentiment national déformé ou pathologique. Pris entre l'Est et l'Ouest, empêchés par les trois empires (autrichien, ottoman et russe) d'évoluer dans la direction de l'État-nation de type occidental, ils ont souffert d'une insécurité permanente quant à leur identité et à leurs frontières. Cela a conduit, selon Bibo, à une sorte d'« hystérie », déjà présente dans le cas allemand, qui s'exprime dans l'importance vitale accordée à toute dispute territoriale ou de minorités, puisque à tout moment la nationalité devait être testée par rapport aux revendications concurrentes de voisins dont la propre légitimité nationale était tout aussi fondée sur des affirmations historiques ou linguistiques souvent mythiques et toujours discutables⁴.

La deuxième explication a plus de rapports avec l'histoire récente, celle de la domination communiste. Avant tout, celle-ci a coupé l'Europe de l'Est de toute l'évolution économique et culturelle qui a amené l'Europe de l'Ouest à des attitudes postnationales, ou du moins post-territoriales, plus cosmopolites. Plus spécifiquement, la négation des différences nationales (aussi bien que sociales) au nom de l'internationalisme socialiste ou du patriotisme soviétique a servi à les

3. J. Plamenatz, "Two Types of Nationalism". in S. Kamenka : *Nationalism, the Nature and Evolution of an Idea*, Londres, Arnold, 1976.

4. Istvan Bibo : *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1962. Janos Szucs, *les Trois Europes*, Paris, L'Harmattan, 1985.

exacerber : des sentiments réprimés et clandestins n'en explosent que plus fort quand on leur en donne l'occasion.

La nouvelle situation apporte de l'eau au moulin nationaliste, et c'est la troisième explication. Il y a un désir général de retour en Europe ou en Occident. Mais d'une part, comme il est évident que tous les États ex-communistes n'entreront pas en même temps au paradis de leurs rêves, celui de la Communauté européenne, il y a une course à qui sera le plus authentiquement européen et une recherche de liens spéciaux avec tout ou partie de l'Occident ; d'où la tentation inévitable de discréditer ses concurrents de l'Est ou de les jalouser. D'autre part, la répudiation de l'idéologie communiste a naturellement conduit à la redécouverte de traditions refoulées depuis longtemps et à leur adoption comme guides ou comme refuges dans un monde neuf et inconnu. D'où la tendance à la polarisation entre une orientation favorable à l'Occident et à l'interdépendance économique et une tendance orientée vers le passé et l'identité nationale.

Cette opposition, qui est une nouvelle version de la lutte des slavophiles et des occidentalistes dans la Russie du XIX^e siècle, ou des populistes et des urbanistes dans la Hongrie de l'entre-deux-guerres, est la clef de la différence entre le Forum démocratique et l'Alliance des démocrates libres dans la Hongrie d'aujourd'hui, ou entre les partisans de Walesa et ceux de Mazowiecki en Pologne. C'est en Roumanie qu'elle est la plus brutale. Le Front de salut national, utilisant la méfiance de la population (plus influencée qu'on ne pouvait s'y attendre par des décennies de communisme national) envers les puissances financières de l'Occident, a commencé par suivre un chemin national qui défie ouvertement (que ce soit à l'occasion du procès Ceausescu ou lors de l'intervention violente des mineurs à Bucarest les 14-15 juin 1990) les traditions morales et intellectuelles de ce même Occident dont il sollicite le soutien financier.

Récemment, cela a entraîné une différence d'accent prononcée (qui peut être le signe soit d'une scission, soit d'une division du travail) entre le premier ministre Roman et son équipe de jeunes technocrates qui essayent de rassurer l'Occident, et le président Iliescu, qui apparaît sur les mêmes plates-formes que le groupe ultranationaliste Vatra Românească. Plus récemment encore, c'est ce groupe lui-même qui semble monter en flèche, ce qui va de pair avec une certaine réhabilitation du maréchal Antonescu, allié de Hitler, et une certaine remontée du culte de Ceausescu.

Les élections polonaises de novembre 1990 ont révélé une situation encore plus compliquée, qui met en question toute définition trop schématique de la division entre traditionalistes nationalistes et modernistes occidentalisans. La victoire de Walesa représente, certes, le triomphe de l'Église et la défaite de l'intelligentsia laïque ; mais

le nouveau président continue la même politique économique et étrangère, orientée vers l'Occident, et résiste aux pressions de l'Église, sur des questions de mœurs, plus énergiquement que l'ancien Premier ministre. De manière encore plus intéressante, les étonnants résultats électoraux du troisième candidat, S. Timinski, révèlent l'existence d'un état d'esprit à la fois fortement procapitaliste (puisque la principale promesse du candidat était celle de l'enrichissement immédiat) et anti-occidental (puisque'il accusait Mazowiecki de vendre la Pologne à l'Occident et prêchait la guerre économique), tout en restant entièrement laïc.

En Hongrie, la montée du parti des jeunes, le FIDESZ, devenu le premier parti du pays, semble transcender la division des urbanistes et des populistes. Si sa philosophie est plus proche de celle des premiers, son pragmatisme politique l'amène à ne pas refuser nécessairement les alliances tactiques avec le second.

Il va sans dire que le développement de ces tendances et de ces voies alternatives dépendra pour beaucoup du succès ou de l'échec de l'ouverture à l'Europe, et donc de la réaction de cette dernière. Conformément à la définition plamenatzienne du nationalisme oriental, rien ne peut favoriser davantage les formes pathologiques de ce dernier que le sentiment d'un échec de l'effort pour rejoindre les groupes des nations modernes, démocratiques ou capitalistes, et l'impression d'avoir été rejetés par elle.

L'attachement à l'honneur national et à la souveraineté, et la recherche de diversions ou de boucs émissaires dans les conflits avec les voisins risquent évidemment d'être accrus d'autant. En revanche, le danger de guerres interétatiques pour le territoire, telles qu'on en a connu dans le passé, n'est pas le plus sérieux. Quels que soient les sentiments d'hostilité réciproque entre Hongrois et Roumains, une guerre entre les deux États, moins impensable certes qu'entre la France et l'Allemagne, demeure très difficile à imaginer, beaucoup plus qu'une guerre civile en Yougoslavie ou en Union soviétique⁵. Les autres conflits entre nations d'Europe de l'Est ont encore moins de chances de prendre la forme de guerres classiques. L'analogie si fréquemment évoquée avec les conflits balkaniques et leur rôle supposé dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale est trompeuse à cet égard. Les freins à la guerre interétatique qui viennent de l'existence des armes nucléaires, de l'absence des pressions dé-

5. Ce qui pourrait provoquer un affrontement, ce serait précisément les retombées de ces dernières. Un retour de la Bessarabie à la Roumanie pourrait provoquer des revendications hongroises sur la Transylvanie ; la dissolution de la Yougoslavie poserait le problème des Hongrois de la Voïvodine, celle de la Tchécoslovaquie pourrait mettre en question la reconnaissance hongroise de la Slovaquie. L'irréductibilité hongroise, aujourd'hui plutôt passive et résignée, pourrait revivre à l'occasion de l'effondrement des États multinationaux de la région, surtout si celui-ci n'est pas accompagné par un régime des minorités négocié et satisfaisant.

mographiques (importantes dans l'Europe d'hier et le tiers monde d'aujourd'hui), du primat incarné par la Communauté européenne des valeurs et attitudes civiles (économiques ou démocratiques) sur les valeurs militaires, ont de fortes chances d'avoir le dernier mot.

Ce relatif optimisme quant aux guerres interétatiques ne s'étend pas, cependant, à des formes sociales plus diffuses de nationalisme. Mais le mot de « nationalisme » est-il bien celui qui s'applique à ce phénomène ? Nous voulons évidemment parler du troisième de nos niveaux (après les conflits portant sur l'avenir des États multinationaux et les conflits classiques entre États nationaux), celui qui porte sur le racisme et la xénophobie. Ceux-ci n'obéissent pas nécessairement aux frontières entre États nationaux. Plus encore que sur les nations voisines, l'hostilité raciste ou xénophobe se porte sur les groupes sub ou transnationaux dont une partie seulement – les minorités nationales – constituent des menaces actuelles ou potentielles à l'intégrité territoriale ou à la souveraineté nationale. Certains, comme les Tsiganes, qui sont le groupe le plus méprisé et rejeté dans presque toute la région, n'émettent aucune revendication territoriale ; on y trouve une raison de plus de leur refuser le statut légal et les garanties dus aux minorités nationales. D'autres, comme les juifs, ne sont plus, du fait de la réduction radicale de leur nombre à travers toute l'Europe de l'Est, des concurrents sérieux dans la lutte pour le pouvoir économique ou politique ; mais ils sont toujours (avec les francs-maçons) l'objet de fantasmes hostiles hérités du passé.

Les immigrants et les travailleurs étrangers sont peut-être les cibles les plus immédiates de la haine xénophobe, surtout quand une crainte de la concurrence pour le salaire et l'emploi se combine avec les préjugés raciaux ou ethniques, comme dans le cas des travailleurs vietnamiens (importés par les anciens régimes et, aujourd'hui, attaqués physiquement et isolés socialement avant d'être expulsés), angolais ou polonais (dans l'ancienne Allemagne de l'Est).

Enfin, il ne faut pas gratter bien loin pour trouver, nous l'avons dit, un sentiment plus général de méfiance et de jalousie, sinon de crainte et de ressentiment, envers le monde extérieur et particulièrement envers le cosmopolitisme et envers les cousins prospères et arrogants de l'Ouest dans de larges fractions de la population. Ce sentiment n'est dominant nulle part (sauf peut-être en Roumanie) mais il pourrait le devenir partout, à en juger par la réaction du peuple le plus doux et pacifique de la région, les Tchèques, envers les travailleurs vietnamiens, si les choses tournaient au vinaigre.

Les raisons sont plus ou moins les mêmes que dans le cas de l'hostilité réciproque entre nations : insécurité quant à l'identité de l'individu, du groupe ou de la nation ; isolement, d'où l'absence, en particulier dans l'ex-DDR, d'éducation portant sur le passé nazi et le

présent cosmopolite ; déception devant le dédain ou le rejet, réel ou perçu, venant de l'Occident.

Deux points particuliers méritent cependant l'attention, dans le contexte de la deuxième et de la troisième explication. D'abord, le problème social le plus explosif, celui des attitudes envers l'immigration et les travailleurs étrangers, opère dans les deux directions. A l'hostilité des populations est-européennes envers les travailleurs vietnamiens risque de plus en plus de répondre l'hostilité des populations ouest-européennes envers les immigrants est-européens. Les Polonais craignent les immigrants soviétiques, les Allemands craignent les immigrants polonais. C'est la meilleure illustration de la manière dont le sort des deux parties du continent est lié, même si les tensions qu'entraînent leurs retrouvailles peuvent conduire des deux côtés, et surtout de celui de l'Ouest, au désir d'une nouvelle séparation.

L'autre remarque porte moins au pessimisme. Elle tient à une différence fondamentale par rapport à l'entre-deux-guerres. A l'époque, trois modèles se disputaient l'adhésion des peuples d'Europe centrale et orientale : la démocratie occidentale, qui semblait fatiguée et à bout de souffle ; le fascisme, qui semblait énergique et en pleine ascension ; et le communisme, qui apparaissait comme une menace dangereuse pour beaucoup et une source d'inspiration et d'espoir pour certains. Aujourd'hui, les modèles fasciste et communiste sont morts ou discrédités, et le monde libéral capitaliste apparaît comme le seul modèle disponible et comme un succès considérable, économique et politique. On ne voit pas bien à quel autre modèle les forces nationalistes de l'Est peuvent s'adresser à moins que l'Occident ne les force à en trouver un par sa propre crise ou sa fermeture.

L'Europe occidentale : nationalisme new-look

Aucun de ces deux dangers ne peut être écarté à la légère. Mais il serait sans doute encore plus erroné de sonner le tocsin pour annoncer que l'Europe occidentale s'apprête à détruire l'œuvre de décennies d'intégration et à retomber dans les conflits et la violence du passé. Toute analyse sérieuse doit avant tout s'efforcer d'écarter les deux dangers de la complaisance et du catastrophisme, les deux postulats trop faciles selon lesquels l'histoire est soit close, soit condamnée à se répéter.

Quelque chose de neuf s'est effectivement produit. Il ne faut pas minimiser le contraste qui oppose la désintégration de l'Est et l'intégration de l'Ouest, la création d'une « zone de paix » ou d'une

« communauté de sécurité » selon l'expression de Karl Deutsch⁶ entre États dont les frontières mutuelles ne sont pas gardées : la guerre y est devenue impensable à cause des contraintes qui limitent leur liberté d'action, mais surtout parce que les sociétés qu'ils représentent sont devenues des sociétés civiles, où la dimension économique l'emporte sur la dimension militaire et la satisfaction individuelle sur le sacrifice collectif.

Réciproquement, il ne faut pas se dissimuler que cette nouvelle situation crée de nouveaux problèmes et réveille de vieilles nostalgies, que la paix et l'interdépendance, loin d'exclure les inégalités entre États, risquent d'en créer de nouvelles, qu'elles ne suppriment pas la violence à l'intérieur des sociétés, mais peuvent, au contraire, la provoquer par compensation, que l'ouverture des frontières ne supprime pas le besoin de communauté, de solidarité et d'exclusion (ou du moins de distinction entre « nous » et « les autres ») mais peut, au contraire, l'exacerber en le frustrant.

Comme pour le cas de l'Europe de l'Est, ces réactions et ces attitudes ne peuvent être identifiées au nationalisme au sens strict, mais, à nouveau, elles ne sauraient en être entièrement dissociées. Une fois de plus, on peut distinguer trois cas.

Le premier est celui des nouvelles inégalités de puissance et des tentations, des jalousies et des craintes qu'elles peuvent susciter parmi les nations. Le phénomène central, dans cette catégorie, tourne évidemment, après 1989-1990, autour de l'unification allemande.

Le deuxième phénomène est celui de la réaction contre le caractère anonyme et incontrôlable de la société moderne et la perte d'identité qu'elle entraîne pour des groupes traditionnels ou des institutions comme l'État-nation. Le processus de l'intégration européenne accroît ces craintes et sert parfois de bouc émissaire.

Comme en Europe de l'Est, cependant, le principal bouc émissaire et le problème le plus authentique sont à chercher du côté de l'immigration et des tensions économiques, sociales et culturelles qu'elle implique. Ici, la principale source de danger politique vient de l'extrême-droite. Naturellement, ces trois dimensions peuvent se combiner ou se compenser, mais il nous faut d'abord les considérer séparément.

En particulier, le problème auquel on ne peut pas ne pas accorder une attention toute spéciale est celui de l'Allemagne. Son importance centrale pour la construction de l'Europe, son passé raciste, son contact immédiat avec le problème de l'immigration du Sud et de l'Est, tout nous oblige à être précis à propos de l'Allemagne, de son

6. Cf. Karl Deutsch. *Political Community in the North Atlantic Area*. Princeton, 1957.

sentiment national, de sa puissance et des réactions nationalistes que celle-ci peut entraîner chez les Allemands et chez les autres.

Tout d'abord, il est vain de nier, comme le font certains Allemands bien intentionnés, que les inégalités de puissance économique continuent à exister dans le monde de l'interdépendance économique et qu'elles ont des conséquences politiques. A l'intérieur de la Communauté européenne, la République fédérale était déjà le membre le plus puissant. L'unité met en question cette inégalité dans un premier temps, mais a toutes chances de la renforcer à long terme. La puissance économique de la République fédérale a forcément (contrairement à la thèse de certains théoriciens allemands selon lesquels, du fait de l'intégration européenne et de sa propre structure fédérale, l'Allemagne a atteint un stade post-national où l'économie ne peut plus être utilisée politiquement) des retombées politiques et psychologiques. Celles-ci sont apparues avec évidence à la lumière de l'attraction que la richesse de la République fédérale a exercée tant sur la population de l'Allemagne de l'Est que sur M. Gorbatchev, et que le chancelier Kohl a utilisée avec brio. Une nouvelle assurance allemande, déjà visible sur le plan économique, a fait son apparition sur la scène politique.

D'un autre côté, avant de parler du danger du nationalisme allemand, il importe de ne pas négliger les données bien plus frappantes encore qui témoignent en sens contraire. Tout d'abord il n'y a pas le moindre signe de militarisme allemand, ou de renaissance du nationalisme romantique, mystique, missionnaire ou conquérant, qui a caractérisé plusieurs époques de l'histoire allemande en dehors même de la période nazie. L'état d'esprit de la population est à dominante pacifiste et orienté avant tout vers le bien-être. L'incontestable nouvelle assurance allemande est essentiellement fondée sur l'arrogance de la richesse et de la compétence (le « nationalisme du Deutschmark » critiqué par Habermas⁷) certainement pas, du moins pour cette génération, sur l'arrogance de la puissance militaire. La guerre du Golfe et les discussions actuelles sur l'Otan ont bien montré, par exemple, la réticence allemande à jouer un rôle militaire hors d'Europe.

Bien sûr, l'unité allemande peut introduire une nouvelle période allant au-delà des satisfactions bourgeoises et de la recherche de respectabilité qui ont caractérisé l'Allemagne depuis la guerre. Il y a certains signes de cette recherche d'une identité nouvelle ou renouvelée. L'une est la « querelle des historiens » de la fin des années 1980, encore qu'elle ait fini par la défaite de l'école révisionniste. Elle connaît un certain renouvellement après la guerre du Golfe ; quelques conservateurs universitaires critiquent le provincialisme de Bonn

7. Jurgen Habermas, « Der D-Mark Nationalismus », *Die Zeit*, 30 mars 1990.

et appellent l'Allemagne à retrouver un rôle mondial, alors que d'autres, souvent liés au SPD, l'appellent à donner l'exemple d'un rôle post-militaire, voire post-national. Un autre signe des temps pourrait être constitué par la montée de l'extrême droite dans l'ancienne RDA. Mais l'essentiel est ailleurs : on ne saurait trop répéter et souligner que la réunification de l'Allemagne n'a été ni précédée ni suivie d'aucune vague d'exaltation nationale. Elle fut essentiellement l'effet de l'ouverture du mur et de l'incapacité de l'économie est-allemande à fonctionner sans être séparée de celle de la RFA. Le gouvernement, l'opposition et la population de cette dernière avaient tous accepté la division, en fait et parfois en droit, et s'en accommodaient fort bien. Certes, le chancelier Kohl a saisi l'occasion d'exploiter l'inévitable et de devenir le chancelier de l'unité allemande (sans cependant oser être celui de la solidarité financière avant les élections). Cela n'a pas été sans quelques éléments d'*hubris* et d'unilatéralisme, notamment lors du voyage où, selon la formule d'un des conseillers, il rapporta de Moscou la clef de la réunification. Mais ni la population de l'ex-Allemagne de l'Ouest ni même celle de l'ex-Allemagne de l'Est ne semblent particulièrement ouvertes à cet état d'esprit. Au contraire, tout indique la primauté des considérations économiques et l'atmosphère de méfiance et d'irritation réciproques entre Allemands de l'Est et de l'Ouest, notamment à propos des conséquences de l'unité pour l'emploi⁸.

Les sondages montrent un regain d'intérêt pour la Communauté européenne dont la cote avait baissé ces dernières années. Et le gouvernement Kohl lui-même a réaffirmé l'engagement de l'Allemagne envers l'Occident, y compris l'Otan, et envers la construction de l'Europe fédérale.

Certes, tout cela peut changer. Mais pour l'instant, les seules tendances vraiment inquiétantes en Allemagne concernent l'hostilité aux étrangers, particulièrement aux immigrants de l'Est et du tiers monde. Mais c'est là un phénomène général qui n'est pas propre à l'Allemagne et qui a trouvé une expression politique beaucoup plus sérieuse dans d'autres pays occidentaux, à commencer par la France.

Même pour les attitudes envers l'Europe, le danger d'un retour à l'accent sur la souveraineté nationale, plutôt que sur l'intégration supranationale, retour résultant de l'hégémonie allemande, est plus fort en France ou, surtout, en Grande-Bretagne, qu'en Allemagne même. Nous disions qu'en Union soviétique et en Yougoslavie le problème

8. Le meilleur interprète de la psychologie allemande, le romancier Peter Schneider, montre admirablement combien, d'une part, ce qui est remarquable aujourd'hui c'est l'absence de ferveur, de solidarité et d'ambition nationales chez les Allemands de l'Ouest mais combien, d'autre part, l'Allemagne a l'habitude de passer d'un extrême à l'autre. Voir par exemple « Les Allemands sont-ils devenus un peuple normal ? », *Libération*, 13 mai 1991 et « Belated Marriage », *Time*, 1^{er} juillet 1991.

était moins celui du nationalisme indépendantiste des petites républiques que celui des réactions russes et serbes. En Europe de l'Ouest, il se pourrait qu'on doive le trouver moins du côté du nationalisme de la puissance montante, l'Allemagne, que du côté de ses partenaires qui se considéraient comme ses égaux. Il n'y a pas de contradiction entre ces deux jugements : dans les deux cas, les craintes de ceux dont les positions établies sont menacées peuvent mener à des actions plus irrationnelles que les aspirations de ceux qui voient les choses aller dans leur sens. Réciproquement, il se pourrait que ce soient les premiers qui détiennent la clef de la solution : la meilleure chance d'empêcher le nationalisme allemand de devenir impérialiste ou aventureux réside dans l'union des autres États européens, de manière à créer un contrepoids amical à l'intérieur des structures communes.

C'est bien ce que proposent la plupart des dirigeants et des mouvements politiques de ces pays. Mais la réaction la plus bruyante va dans la direction opposée. Son expression la plus spectaculaire et la plus caricaturale est la déclaration de l'ancien ministre britannique du commerce et de l'industrie, M. Ridley, qui accusait les Allemands de chercher à dominer l'Europe et les Français de les suivre comme des petits toutous, et pour qui tout abandon de souveraineté monétaire en faveur de la Communauté équivalait à une capitulation devant Hitler. Sans aller jusque là, il est clair qu'en France, de Le Pen à Chevènement et Régis Debray, en passant par Pasqua et Séguin, une fraction importante de l'élite politique proclame que l'unité de l'Allemagne a rendu absurde celle de l'Europe, que la Communauté ne peut plus désormais qu'être un instrument de l'hégémonie allemande, et que la France devrait imiter l'Allemagne en suivant son propre intérêt et en donnant la priorité à la préservation de son identité nationale.

Leur écho dans l'opinion ne semble pas considérable, à en croire les sondages, mais il reste que la peur de l'hégémonie allemande catalyse tout un ensemble de sentiments. Il y a l'amertume devant la perte de la position de la France et de la Grande-Bretagne comme grandes puissances, perte consommée certes par la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation, mais qui avait été ralentie ou masquée, du moins en partie, par la guerre froide et les limites imposées à la souveraineté allemande. Il y a la perplexité devant l'anonymat de la société moderne, devant la perte de contrôle de l'État-nation et de toute autre communauté concrète et reconnaissable. Il y a enfin la perception d'une identité nationale menacée d'une part par le cosmopolitisme et la standardisation de la culture et de la consommation de masse (souvent perçue comme « américanisation ») et d'autre part par l'afflux d'immigrants qui, pour des raisons raciales ou religieuses, sont souvent perçus comme étrangers et hostiles. L'insécurité indivi-

duelle, sociale et nationale, le souci de l'ordre public, de l'emploi et de l'identité nationale sont ainsi combinés en un syndrome complexe où menaces extérieures et doutes intérieurs sont difficiles à démêler.

L'Italie a surpris tout le monde, y compris elle-même, par le spectaculaire succès électoral (au printemps 1990) des ligues du Nord (en particulier en Lombardie, au Piémont et en Vénétie). Ce qui est fascinant, c'est qu'elles reproduisent le clivage Nord-Sud tel qu'on le trouve en Yougoslavie, au niveau de l'Europe (y compris l'Europe de l'Est et l'Union soviétique) et dans le monde. Le Nord moderne, industriel et efficace, refuse de payer des impôts qui, dit-il, iront à la bureaucratie centrale, corrompue et inefficace, de Rome, à la mafia criminelle du Sud et, plus généralement, subventionnera le Midi arriéré et inefficace. En fait, le phénomène est autant une réaction contre l'immigration en provenance du Sud de l'Italie et de l'Afrique que contre la centralisation et la corruption.

Plus généralement, la grande tentation est celle du repli ou de l'exclusion, que ce soit au niveau local, régional, national ou continental, et qu'elle prenne un aspect économique, politique, religieux ou racial. Le problème le plus général est celui du contraste entre la recherche du progrès économique et la crainte de l'insécurité, entre l'ouverture des frontières et la nostalgie des communautés fermées et stables.

N'est-il pas clair que, malgré l'importance de leurs différences, l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest ont toutes les deux à faire face à cette tentation et à ce problème ?

L'Europe : de l'Est-Ouest au Nord-Sud ?

La guerre froide entraînait le primat des problèmes Est-Ouest. Avec sa fin, ceux-ci ont perdu à la fois leur priorité et leur spécificité au profit des relations Nord-Sud. C'est dans le tiers monde, particulièrement en Afrique, que la situation est la plus dramatique. C'est parmi les Asiatiques et les Africains que l'on trouve le plus grand nombre de victimes du racisme, de candidats à l'immigration et de réfugiés errant à travers les mers et les continents. Mais surtout, ce sont les relations Est-Ouest elles-mêmes qui ressemblent de plus en plus aux relations Nord-Sud. Bien sûr, ni la misère, ni la distance culturelle par rapport à l'Occident ne sont les mêmes en Europe centrale, ou même en Union soviétique, qu'en Afrique. Mais le primat des divisions et des conflits socio-économiques par rapport aux oppositions idéologiques et militaires atteint également l'Europe. Le problème des relations avec la Pologne, comme avec une grande partie des pays

du tiers monde, est centré sur la dette et l'immigration. Ce que le Mexique est aux États-Unis et le Maghreb à la France, le Sud et l'Est de l'Europe (les Turcs, les Yougoslaves et, désormais, les Allemands de l'Est, les *Aussiedler* de Russie et les Polonais) le sont pour l'Allemagne et l'Autriche.

La tendance des pays riches occidentaux à fermer leurs frontières au moment où les pays pauvres ouvrent les leurs joue dans une certaine mesure en direction de l'ancien rideau de fer comme de la Méditerranée. Le chômage, inévitablement causé par la réforme économique en Europe de l'Est, conduira tout aussi inévitablement à la recherche de travail en Europe occidentale, et donc accroîtra dans la population de celle-ci l'impression d'être assiégée. Le racisme qui se répand dans toute l'Europe, y compris en Scandinavie, ne sera pas seulement dirigé contre les Arabes, mais aussi contre les Européens de l'Est, et créera, à son tour, un nationalisme et un ressentiment anti-occidentaux de ceux-ci. Amère consolation : les deux côtés auront en commun une hostilité envers les Tsiganes et les Juifs.

Ce scénario apocalyptique n'est pourtant pas inévitable. Ce qui l'est, c'est l'interaction entre la xénophobie, ou, tout simplement, le rejet et l'exclusion à l'Est et à l'Ouest. Un cercle vertueux peut encore être substitué au cercle vicieux si l'action politique et la solidarité s'emploient activement, devant la communication inévitablement conflictuelle provoquée par l'interdépendance économique et culturelle, à la canaliser dans la direction de l'intégration progressive.

Le problème principal de l'Europe est celui de la déstabilisation par l'ouverture : déstabilisation économique par le commerce, déstabilisation culturelle par l'immigration. Si elles sont traitées unilatéralement, ces déstabilisations conduiront à la fermeture mutuelle encore qu'imparfaite et au ressentiment également mutuel. Si l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, les traitent ensemble, elles peuvent, à long terme, tourner au bénéfice de tous. C'est là particulièrement la tâche des institutions européennes. La CSCE n'a pas de tâche plus importante que de contribuer à la gestion multilatérale non seulement des conflits territoriaux et de minorités, mais aussi de l'ouverture mutuelle des sociétés par les communications et les migrations. Même la Confédération, chère à François Mitterrand et à lui seul, pourrait trouver là une occasion de se rendre utile. Surtout la Communauté européenne doit élaborer une politique d'immigration en coordination étroite avec les pays d'origine des immigrants potentiels de l'Est ou du Sud. Les mesures unilatérales de fermeture ou les exceptions bilatérales exclusives ne peuvent qu'aggraver le problème.

Ce survol s'achèvera sur deux considérations portant sur l'avenir de l'Europe, du nationalisme et, avant tout, de la paix et de la démocratie.

La coexistence pacifique est plus nécessaire que jamais. Mais désormais, le problème est moins de faire coexister des systèmes, des alliances, ou des superpuissances que des États nationaux et, plus encore, des communautés économiques, sociales, culturelles et religieuses dans la vie quotidienne et au niveau local aussi bien que national ou continental.

Pour le dire plus abstraitement, si l'on distingue entre trois niveaux de relations en Europe, l'interaction stratégique, l'interdépendance économique et l'interdépendance sociale, les chances du nationalisme et les dangers pour la paix sont à trouver moins au premier niveau qu'au second et au troisième, et plus particulièrement dans leur combinaison. Le problème le plus difficile est socio-culturel, mais la manière dont l'interdépendance économique est gérée peut soit l'exacerber soit l'atténuer.

Pour donner sa chance à l'issue positive, les ennemis du nationalisme, les amis de l'universalisme et de la tolérance, de la paix et de la liberté doivent eux-mêmes subir une conversion. Au XIX^e siècle, il y avait trois mouvements idéologiques révolutionnaires qui étaient tantôt alliés, et tantôt en conflit : le libéralisme, le nationalisme et le socialisme. Les deux dernières ont conduit, à travers le fascisme et le communisme, à travers Hitler et Staline, à des crimes et à des échecs si monstrueux qu'ils sont irrémédiablement discrédités et ont laissé le premier maître du champ de bataille. Aujourd'hui nous assistons au triomphe du libéralisme, à la fois dans sa dimension politique (la démocratie représentative) et dans sa dimension économique (le capitalisme). Il ne s'agit pas d'une mode passagère, puisque ce triomphe est celui du seul système qui soit sorti victorieux à la fois sur le plan de la légitimité et sur celui de l'efficacité. Mais il ne s'agit pas non plus de la solution définitive du problème de la paix et de la justice. Nous savons, par l'amère expérience du XX^e siècle, qu'il n'y a pas de substitut à la liberté et qu'aucun système, aucune alliance, ni aucun État (fût-il aussi grand que la Chine ou aussi petit que l'Albanie) ne peut se fermer au monde moderne sans connaître l'échec ou l'effondrement. Mais nous savons aussi que l'humanité ne vit pas que de liberté et d'universalité, que les aspirations qui ont conduit au nationalisme et au socialisme, la recherche de la communauté et de l'identité et la recherche de l'égalité et de la solidarité, reparaîtront toujours, comme elles le font déjà. C'est dans la mesure où le libéralisme pourra les incorporer et les concilier à la fois avec la liberté de l'individu et avec l'interdépendance de la planète, qu'il aura une chance, après avoir gagné la guerre froide, de ne pas perdre la paix.

Pierre Hassner